

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 181, 19 mai 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Attractivité

• L'attractivité de la France pour les centres de décision des entreprises.

Conseil d'analyse économique (CAE) ;

A. Trannoy ; F. Toubal.

Note, n° 30, avril 2016. 12 p. @

La localisation des sièges sociaux, et plus généralement des centres de décision fait l'objet d'une vive concurrence entre Etats. Les auteurs dressent le constat d'une érosion de l'attractivité de la France au profit de l'Allemagne et de la Belgique qui s'expliquerait avant tout par des effets de structures. Ils formulent des recommandations pour que l'Île-de-France valorise au mieux ses atouts.

Cohésion et action sociale

• Territorialisation du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Mobilisation et coordination en région. Synthèse nationale 2015.

Direction générale de la cohésion sociale. 2016, 82 p. @

L'instruction adressée le 16 juillet 2015 par le Premier ministre aux préfets a défini l'objectif de renforcer la territorialisation de la gouvernance et du pilotage du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Une synthèse nationale des démarches de territorialisation du plan a ensuite été élaborée, en prenant appui sur les remontées d'informations communiquées par les directions régionales de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) au cours du quatrième trimestre 2015.

Rappel : [Instruction du Premier ministre du 16 juillet 2015](#) @

Collectivités territoriales

• Les communes nouvelles, histoire d'une révolution silencieuse. Raisons et conditions d'une réussite.

Sénat (Délégation aux collectivités territoriales) ; Christian Manable ; Françoise Gatel.

Rapport d'information, n° 563, 28 avril 2016.

La loi du 16 mars 2015 sur les communes nouvelles a entraîné un profond changement dans le paysage administratif français. En moins d'une année, plus de 300 communes nouvelles ont été créées. Les auteurs présentent un guide des bonnes pratiques en se fondant sur les retours d'expériences des communes pionnières et sur les échanges avec les acteurs locaux impliqués dans cette démarche afin de proposer aux élus un outil concret d'accompagnement à la décision.

[Parution du rapport fin mai](#) : @

Culture

• Lieux culturels et valorisation du territoire. Tome 1. Tour d'horizon international.

IAU-Île-de-France ; Carine Camors ; Odile Soulard.

Avril 2016. 70 p. @

La littérature économique et nombre d'exemples novateurs montrent que les signaux architecturaux combinés au dynamisme des industries culturelles et créatives peuvent générer des retombées économiques

importantes sur les territoires qui les accueillent, et donc des créations d'emplois. Ces succès poussent un nombre croissant d'acteurs locaux à attendre des grands lieux culturels qu'ils contribuent davantage au développement économique et à l'attractivité touristique des territoires.

Démocratie locale

• Participation citoyenne : retisser la confiance.

N. Portier ; A. Prêtre ; C. Bernard et al.

Intercommunalités, n° 208, 3/2016. pp. 10-19.

Au sommaire de ce dossier : Concertation et participation : quelles pratiques dans les collectivités ? ; Réussir une démarche de concertation ; Les référendums locaux : des usages encore limités et discrets ; Retour sur expériences, ...

Développement territorial

• La mise en récit des territoires : une exigence renouvelée.

Danier Béhar.

Cap'Com, 25 avril 2016. 4 p. @

Depuis le 1er janvier 2016, 13 nouvelles grandes régions redéfinissent les contours administratifs des territoires, 14 métropoles travaillent au renforcement de leur attractivité, quant aux intercommunalités, elles sont en pleine réorganisation. Quels seront les impacts de cette restructuration sur les stratégies de promotion et d'attractivité des territoires ? Selon le géographe D. Béhar, ces mutations changent radicalement la nature des territoires dont il faut désormais reconstruire les récits et les identités.

Éducation

• Quelles priorités éducatives ? Enjeux.

D. Agacinski ; M. Harfi ; S-T. Ly.

Note d'analyse. France Stratégie, mai 2016. 8 p. @

Questionnements : que faut-il changer dans l'École pour qu'elle fasse progresser l'ensemble des élèves et réduise le poids des déterminismes sociaux ? Faut-il investir davantage ?

Habitat - Logement

• Attribution et occupation du logement social.

Isabelle Berthier.

Diagonal, n° 196, avril 2016. pp. 28-58.

Bien que l'accès à un logement abordable reste une difficulté dans de nombreuses agglomérations, le taux moyen de vacance du parc social est en augmentation. Cet apparent paradoxe ne manque pas d'interpeller tous les acteurs du monde de l'habitat social, élus locaux, représentants de l'Etat, bailleurs sociaux... Favoriser la mixité sociale, la mobilité résidentielle et l'échange de logements, mutualiser la gestion de la demande, étendre le périmètre des commissions d'attribution sont quelques-unes des pistes explorées.

Innovation

• Les pôles de compétitivité à l'heure de la réforme territoriale.

Laure Martin.

La Gazette, n° 2316-2317, 9 mai 2016. pp. 40-42.

Pour les pôles de compétitivité, réforme territoriale et fusion des régions sont une opportunité afin de créer entre eux des passerelles ou des

Au fil de la semaine...

• **Audition de Jean-Michel Baylet**,
Ministre de
l'Aménagement du
territoire, de la Ruralité
et des Collectivités
territoriales,
à l'Assemblée nationale,
le 10 mai 2016.
(Commission du
développement durable)

[vidéo : 44 mn] @

fusions, mais aussi d'accroître leurs compétences. Mais le financement futur des pôles pose question : quelle part y prendra l'Etat ?

Intercommunalité

• Présentation de la fusion d'EPCI à fiscalité propre (aspects juridiques).

Conséquences fiscales et financières.

Hélène Guinard ; Alexandre Huot.

Association des maires de France (AMF). Mai 2016. 27 p.

Dans le cadre de l'application prochaine des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) prévue par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), de nombreuses communautés sont amenées à fusionner dès le 1er janvier 2017. Les documents proposés (diaporamas) détaillent la procédure et les conséquences financières et fiscales des fusions.

[Doc n° 1](#) : @ [Doc n° 2](#) : @

Jeunesse

• Les adolescents (et ce qu'ils ont de) difficiles.

Observatoire Orsepere-Samdarra - Santé mentale, vulnérabilités et sociétés. Centre hosp. Le Vinateur.

Les cahiers de Rhizome, n° 59. 2016. 88 p. @

Au sommaire : 25 ans de jeunes en errance active : où en est-on ? ; La prise en charge des cas complexes par la PJJ ; L'adolescent décrocheur, une problématique de l'Education nationale ; Qui sont les jeunes djihadistes français ? ; Regard d'un psychiatre sur le processus psychique de la radicalisation.

Mobilité - Transports

• Impact économique de la construction de la LGV SEA Tours Bordeaux sur les régions traversées.

Etienne Fouqueray.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 2, 2016.

pp. 385-416.

Les chantiers de grandes infrastructures de transport sont perçus comme un moyen de favoriser le développement économique des territoires traversés. Dans cet article, l'auteur se propose de modéliser et d'estimer à mi-parcours (2011-2013) l'impact économique des dépenses effectuées pour la construction de la ligne dans les trois régions traversées. Il apparaît qu'un euro dépensé localement dans la construction augmente de 1,96 euro la production dans ces régions.

• L'action de l'État pour le développement des transports intelligents.

Cour des comptes. 9 mai 2016. 7 p.

La Cour des comptes a rendu public, le 9 mai 2016 dernier, un référé sur l'action de l'État pour le développement des transports intelligents. Si l'État n'est pas fondé à se substituer aux acteurs privés pour financer une filière industrielle spécifique, il pourrait supprimer de manière ciblée les obstacles qui entravent aujourd'hui le développement des transports intelligents. Pour améliorer le quotidien des Français, en ville mais aussi au bénéfice des zones de faible densité mal ou peu desservies, l'État devrait en particulier imposer l'ouverture des données de transport la plus large et favoriser le développement des véhicules autonomes. La Cour formule également quatre recommandations, dont la désignation d'un chef de file pour une véritable stratégie.

[Le référé](#) : @ [La réponse du Premier ministre](#) : @

Numérique

• La transition numérique de l'administration territoriale de l'Etat.

R. Toussain ; S. Escande-Vilbois, N. Géraud. IGF / IGA.

La Documentation française ; mai 2016. 258 p. @

En novembre 2015, le Premier ministre a chargé l'Inspection générale de l'administration (IGA) et l'Inspection générale des finances (IGF) d'une mission relative à la transition numérique de l'administration territoriale de l'Etat. Le rapport final, remis en avril 2016, reprend l'ensemble des travaux de la mission, conduits avec l'appui des services du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP).

Politique de la ville

• Économie des quartiers prioritaires.

Y. L'Horty ; P. Morin ; C. Avenel ; L. Davezies et al.

Revue économique, 2016/3, Vol. 67. pp. 373- 678.

Vingt ans après la création des Zus, des ZFU et des ZRU, et dix ans après la mise en place des Cucs, la *Revue économique* consacre un numéro spécial aux quartiers prioritaires. Quels sont les enjeux de la politique des quartiers prioritaires ? Quels effets de territoires la motivent ? Ce numéro propose également des méthodes expérimentales pour évaluer l'impact d'une telle politique.

• Présentation du rapport sur la mise en application de la loi n° 2014-173 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine (auditions de MM. François Pupponi et Michel Sordi, rapporteurs).

(Commission des affaires économiques - Assemblée nationale). 11 mai 2016. [vidéo : 48 mn]. @

• L'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) rend son rapport annuel. Entretien avec Jean Daubigny, son président.

Périphéries, France inter. 15 mai 2016. 8 mn. @

[Rappel : le rapport](#) @ [la synthèse](#) : @

Population - Démographie

• Société vieillissante, société innovante. L'ESS au défi du vieillissement démographique.

La Fonda ; Futuribles international. 2016.

La population française vieillit. Les personnes de 60 ans et plus sont au nombre de 15 millions aujourd'hui et pourraient être 20 millions en 2030. Il est nécessaire d'imaginer des dispositifs à mettre en place pour adapter la société au vieillissement de la population. Un champ d'action existe pour les différents acteurs de l'ESS devant la nécessité d'impulser de nouvelles dynamiques d'innovations dans ces futurs dispositifs.

[Rapport](#) : @

[Synthèse](#) : @

[10 monographies](#) : @

[Catalogue de 300 innovations](#) : @

Réforme territoriale

• Les transferts de zones d'activité économique aux communautés de communes et d'agglomération.

Association des maires de France (AMF). Mai 2016. 7 p. @

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) renforce les compétences des communautés de communes et d'agglomération. Elle prévoit notamment le transfert obligatoire, à compter du 1er janvier 2017, de l'ensemble des zones d'activité économique (zones industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques...).

• Réforme territoriale et développement durable.

Comité 21 ; Georges Ribière.

Mars 2016. 20 p. (Cahier n°1). @

Cette note vise à analyser comment cette réforme peut constituer, au niveau des régions, un des leviers complémentaires de la nécessaire « transformation » de notre modèle socio-économique. Elle propose des recommandations pour orienter les projets, compétences et moyens régionaux vers le développement durable. Elle s'attache à identifier les apports réels et/ou possibles des pratiques et des préoccupations du développement durable dans cette nouvelle organisation régionale.

• Les Français face aux nouvelles régions.

Acteurs publics. 27 avril 2016. [vidéo : 21.11 mn] @

Aux yeux de l'opinion, les nouvelles régions sont les mieux placées pour assurer le développement économique et la politique de l'emploi, selon l'enquête réalisée par l'Ifop pour *Acteurs publics* et le cabinet EY. Principal enseignement : les Français plébiscitent l'échelon régional pour assumer de nouvelles compétences.

Santé

• Capitalisation des démarches ateliers santé ville (ASV). Des savoirs issus des pratiques professionnelles pour la promotion de la santé.

ASV-Plateforme nationale ; Inpes. Avril 2016. 131 p.

Ce rapport présente la place des Ateliers santé ville dans les politiques de santé et la politique de la ville et illustre la diversité des expériences locales. Il détaille également la méthodologie de la capitalisation. Enfin, le rapport comprend les 10 premières fiches « Récit d'expérience », publiées par la Plateforme nationale de ressources.

Rapport : @ **Synthèse :** @

• Quelles pistes contre les déserts médicaux ?

Catherine Maisonneuve ; Isabelle Raynaud.

La Gazette, n° 2316-2317, 9 mai 2016. pp. 32-39.

La parution du décret sur les groupements hospitaliers de territoire (GHT) inquiète beaucoup d'élus locaux, écartés des décisions par les agences régionales de santé. Autre point abordé dans ce dossier, les maisons de santé pluri professionnelles (MSP) soutenues par les collectivités territoriales et dont le bilan est actuellement encourageant.

Service public

• La modernisation du réseau La Poste.

Cour des comptes. Mai 2016. 7 p. @

La Cour des comptes a rendu public, le 10 mai dernier, un référé sur la modernisation du réseau La Poste. Parmi les sujets abordés : la restructuration du réseau rural, la poursuite de l'externalisation, les nouveaux modes de mutualisation à déployer, les critères d'accessibilité aux points de contact tant en zones rurales qu'en zones urbaines sensibles.

Le référé : @

Réponse du ministre des Finances et des Comptes publics et du ministre de l'Economie, de l'Industrie et du numérique : @

Urbain

• La ville juste : un objectif qui réinterroge les politiques des métropoles

Etude pour Grand Lyon métropole. Cédric Polère.

Mars 2016. 33 p. @

Plusieurs notions telles que « ville juste », « fair city », « just city », voire « ville inclusive », invitent à penser la ville à travers la notion de justice, et appellent à de nouvelles combinaisons dans les objectifs des politiques publiques. Pour qui fabrique-t-on la ville ? Comment construire une ville juste ? De tels questionnements amènent à réinterroger la plupart des politiques menées par les collectivités territoriales. L'auteur fait le point sur les tentatives de faire de la justice spatiale un guide pour l'acteur public, et s'arrête sur les initiatives de villes en ce sens. Enfin, à l'échelle de la Métropole de Lyon, il montre comment la question se pose à travers l'exemple de quelques ressentis d'injustice chez les acteurs du logement social.

Actualité législative et parlementaire

• Décret n° 2016-511 du 26 avril 2016 relatif au fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité.

[Pérennisation du fonds du même nom instauré à la suite du CIEC du 6 mars 2015]. @

• Décret n° 2016-553 du 6 mai 2016 portant modifications de dispositions relatives à la prévention de la délinquance. @

• Arrêté du 22 avril 2016 fixant pour l'année 2016 le montant de la dotation de fonctionnement du service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque [JO du 30 avril] @

• Circulaire du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation. @

• Circulaire du 2 mai 2016 relative à l'évaluation de l'impact sur la jeunesse des projets de lois et de textes réglementaires. @

• Circulaire du 8 avril 2016 relative à la campagne budgétaire 2016 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). [publiée le 29 avril] @

Outils

• Observatoire de l'habitat des villes de France. @

En partenariat avec l'USH et de le groupe Caisse des Dépôts, l'association Villes de France vient de lancer le site internet de l'observatoire des villes de France et de leurs intercommunalités. Outil de pilotage technique, ce site est destiné plus spécifiquement aux élus et aux techniciens en charge du logement.

• Portail documentaire de la coopération transfrontalière – MOT. @

Ce portail propose une documentation ciblée sur la coopération transfrontalière, principalement sur les frontières françaises mais élargie également à la coopération territoriale européenne et à d'autres territoires en Europe et dans le monde.

Pour obtenir un accès au portail, contacter Domitille Ayral, responsable du centre de documentation : domitille.ayral@mot.asso.fr

Focus Territoires

• Les marchés locaux du travail en Bretagne : six profils de fonctionnement distincts.

Insee Bretagne ; Jean-François Hervé ; Valérie Molina.

Analyses, n° 40, mai 2016. 4 p. @

• Pour une nouvelle dynamique de l'Arc jurassien. Stratégie de coopération transfrontalière 2016-2020.

Conférence transjurassienne. 2016. 44 p. @

• Attractivité productive ou attractivité résidentielle : à chaque territoire ses atouts.

Insee Normandie ; I. Bigot ; M. Moisan.

Analyses, n° 7, mai 2016. 4 p. @

• Etudes régionales de l'Insee sur la pauvreté des habitants des quartiers de la politique de la ville et sur leurs caractéristiques.

• Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

Politique de la ville : 116 quartiers de la politique de la ville en ACAL. @

• Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

Pauvretés dans les 81 quartiers de la politique de la ville. @

• Auvergne-Rhône-Alpes

Les quartiers de la politique de la ville : jeunesse et précarité. @

• Bourgogne-Franche-Comté

58 quartiers de la politique de la ville en Bourgogne-Franche-Comté : un cumul de fragilités. @

• Bretagne

En Bretagne, des fragilités sociales très présentes dans les quartiers de la politique de la ville et plus diffuses dans leur environnement urbain. @

• Corse

En Corse, les quartiers de la politique de la ville concentrent moins qu'ailleurs la pauvreté. @

• Île-de-France

13 % de la population francilienne vit dans un quartier de la politique de la ville. @

• Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Politique de la ville : une mosaïque de quartiers pauvres. @

• Nord-Pas-de-Calais-Picardie

Cinq profils de quartiers de la politique de la ville. @

Les habitants des quartiers de la politique de la ville : fragilités et pauvreté monétaire. @

• Pays de la Loire

Au-delà de la pauvreté, des fragilités multiples dans les quartiers de la politique de la ville. @

• Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Marseille concentre la moitié de la population des quartiers de la politique de la ville de la région. @